

## **Recomendations - GT2. La sécurité alimentaire**

Face aux preuves accablantes et irréfutables qui montrent la tendance inquiétante observée actuellement dans les pays de l'hémisphère, avec l'augmentation de troubles graves tels que la malnutrition, la dénutrition, l'obésité, le diabète et autres maladies chroniques. Ces anomalies sont associées à des habitudes alimentaires inadéquates et nuisibles, et sont dans le processus de devenir de véritables problèmes de santé publique dans nos pays. C'est pourquoi nous demandons aux femmes et aux hommes parlementaires et aux parlements membres de ParlAmericas de réaffirmer notre engagement envers la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'engager ou de poursuivre avec le sérieux requis les discussions nécessaires au sein de nos organes législatifs pour renforcer et adopter des instruments juridiques actuels et nouveaux nous permettant de s'attaquer aux causes de ces maux en utilisant leurs attributions de contrôle sur les politiques de l'exécutif. Nos suggestions doivent être considérées comme l'expression d'une préoccupation et les conclusions de ce forum devraient être appliquées à tous les processus d'intégration qui aujourd'hui renforcent notre position au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous recommandons :

1. Promouvoir une campagne massive et continue de prise de conscience favorisant une alimentation et des modes de vie sains en concordance avec les besoins alimentaires des gens, et informant le type d'alimentation qui n'est pas recommandé.
2. Promouvoir, protéger et respecter le droit des femmes et des nourrissons à l'allaitement maternel, selon les recommandations établies par l'Organisation mondiale de la Santé.
3. Établir des règlements pour empêcher la vente de produits et d'aliments malsains dans les écoles publiques et garantir la disponibilité et l'accès à l'eau potable pour assurer le droit à l'alimentation.
4. Créer des mécanismes pour mettre en oeuvre des programmes d'agriculture familiale, scolaire et communautaire pour promouvoir la production d'aliments sûrs et sains avec le soutien de centres de recherche scientifiques engagés dans le développement de connaissances qui peuvent être appliquées à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
5. Promouvoir la participation et la mise en oeuvre du Codex Alimentarius, qui garantit l'innocuité des denrées alimentaires, qui réglemente les ingrédients et le commerce des aliments appartenant à la catégorie de malbouffe et qui favorise l'étiquetage correct et compréhensible des aliments afin d'éviter l'importation et le commerce de produits de mauvaise qualité.
6. Promouvoir au sein de vos parlements respectifs la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme thème hautement prioritaire pour les États, en insistant sur la nécessité d'accorder davantage de fonds pour garantir la mise en oeuvre des programmes et des politiques de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire.